

Autocritique des statistiques

Jacky FAYOLLE

Un recueil d'articles restitue l'apport d'Alain Desrosières à l'étude des pratiques statistiques. L'auteur rappelle d'abord que les statisticiens produisent les normes de la société avant de mesurer l'effet de variables. Il illustre ensuite la tension entre la recherche d'objectivité de la mesure et les utilisations politiques pour produire la réalité.

Recensé : Alain Desrosières, *Pour une sociologie historique de la quantification. L'argument statistique I*, et *Gouverner par le nombre, l'argument statistique II*, deux volumes, Mines ParisTech, Les Presses, 2008.

Dans sa chronique du quotidien *Les Échos*, en date du 27 mai 2009, intitulée *S comme ... statistiques*, Roger-Pol Droit s'exprime ainsi, à propos des dites statistiques : « Au vu de tant de services rendus, personne ne songe à s'en passer. Mais personne non plus, ou presque, ne songe à s'interroger sur leur histoire, et sur les risques de leur pouvoir ».

Alain Desrosières fait partie du « presque ». De longue date, comme en témoigne ce recueil d'articles publiés au fil des années par l'auteur, bien connu comme l'une des consciences fidèles et critiques de l'INSEE et du système statistique français. Cette publication participe à l'auto-réflexivité des statisticiens à l'égard de leur histoire et de leur pratique. Elle ne facilite pas toujours une lecture linéaire de l'ouvrage car, bien souvent, les mêmes thèmes reviennent, avec de subtiles variations, au fil des chapitres : le butinage comparatif est donc conseillé. Enfin, c'est un livre érudit sur les statistiques, sans tableaux ni chiffres ! Il n'est pas sûr que la démonstration s'en trouve toujours facilitée : l'ouvrage court

sur le fil du rasoir entre le plaisir littéraire (de l'auteur et du lecteur) et le risque d'une rhétorique parfois abstraite. Que seraient les métadonnées sans les données ?

L'ouvrage touche à une grande diversité des pratiques statistiques et de leurs domaines d'application. Le fil directeur, c'est la double histoire de ces pratiques, cognitive et politique, et l'interférence complexe et variable de ces deux composantes. Les statistiques se sont développées comme outil de preuve argumentaire et comme outil de justification des décisions publiques. La convergence équilibrée de ces deux mouvements, en direction d'« un espace cognitif construit à des fins pratiques » dans la perspective idéale d'un État sagement positiviste, est conditionnelle. Elle est vulnérable aux accidents et aux tentations. Lorsque le politique a recouvert le cognitif, l'instrumentalisation de la statistique a pu en faire un rouage clef du fonctionnement économique et social, au détriment de sa vocation cognitive.

Détour soviétique

Le cas de la statistique soviétique constitue un passage à l'extrême illustratif à cet égard. Alain Desrosières ne parlant guère, ce qui est compréhensible, de cette expérience défunte et désormais quelque peu lointaine, je me permettrais d'en dire quelques mots, pour mieux revenir ensuite aux propos de l'auteur¹. Dans un ouvrage publié en 1967, un auteur soviétique rappelle les commandements originels² : « Selon Lénine, les statisticiens devaient être des auxiliaires du parti et du gouvernement... Lénine avait posé le principe de l'entière subordination de tout l'appareil statistique aux intérêts de l'édification communiste ». Mais il présente l'évolution du système statistique soviétique dans les décennies 1950 et 1960 en des termes dont la radicalité ne déplairait pas pourtant aux thuriféraires, keynésiens plutôt que léninistes, d'une solide coordination statistique : « La centralisation de la statistique a mis fin au parallélisme qui s'était établie entre l'activité des services statistiques d'État et celles des ministères et des administrations dans le rassemblement des informations et leur traitement... Par centralisation, il faut entendre la communication directe par les entreprises et les chantiers de toutes les informations propres aux services statistiques locaux, selon des programmes unifiés... Il fallait au premier chef centraliser mieux encore la comptabilité économique, renforcer la discipline des entreprises quant à la présentation de leurs relevés, accélérer les

¹ J'ai bénéficié de mon passage à Eurostat, en 1990-91, lorsque j'ai participé aux missions de coopération que l'Office statistique communautaire lançait alors avec ses homologues des pays d'Europe Centrale et Orientale.

² A. Ejov, *La statistique soviétique*, Editions du Progrès, 1967.

cadences de la transmission et de l'élaboration des données, réduire les délais de présentation des statistiques synthétiques aux nouveaux ministères sectoriels ».

L'histoire de la statistique soviétique peut être résumée comme une longue surenchère entre centralisation de l'administration et standardisation des normes, comme une recherche tortueuse et sans fin de la centralisation parfaite sur un espace et dans une société néanmoins affectés de fortes hétérogénéités : la statistique est conçue comme l'outil universel d'objectivation et de comparabilité des résultats des différentes unités économiques et les organes statistiques acquièrent ainsi une compétence normative à l'égard de l'exécution des Plans par ces unités. Ce passage à la limite, qui organise la confusion entre connaissance et contrôle, aboutit en fin de compte au contraire d'une statistique parfaitement objective et homogène : l'activité statistique participe aux marchandages et négociations entre unités économiques et administrations. Les silences, les biais, les redondances du système d'information statistique sont devenus nécessaires au fonctionnement de l'appareil administratif et économique. Ce système statistique a pris en charge un ensemble de fonctions dévolues à d'autres institutions dans une économie de marché : il remplissait certaines fonctions de la monnaie puisque le respect, par les entreprises, des indices normatifs négociés dans le cadre du Plan suppléait à la sanction de leur efficacité par la réalisation monétaire de leur production sur le marché : cette substitution de la « valeur-indice » à la valeur d'échange est à la source de la problématique théorique développée par l'économiste Gérard Roland dans son *Économie Politique du système soviétique* (L'Harmattan, 1989), qui reste un ouvrage de référence.

D'une certaine façon, les statisticiens soviétiques avaient beaucoup de pouvoir, mais cet excès de pouvoir nuisait à la capacité du système d'information à fournir une image fidèle et partagée de l'état et du mouvement de la société. Dans ce domaine aussi, l'absence de séparation des pouvoirs et des fonctions a altéré l'efficacité sociale des instruments administratifs et le contrôle démocratique effectué sur leur usage par la société. Ce ne fut pas le moindre paradoxe des sociétés socialistes que d'avoir structurellement soumis la statistique, bien public par vocation, à des intérêts de gestion et à des logiques de contrôle qui la détournaient de cette vocation et dégradaient finalement la rationalité de l'action publique. La sortie de la période socialiste s'accompagna logiquement d'un discrédit profond de l'activité statistique, qui laisse des traces jusqu'à aujourd'hui. Les techniques statistiques elles-mêmes n'en sortirent pas indemnes : l'idéal utopique d'une observation parfaitement centralisée et

continue a dégénéré en une pratique bureaucratique et coûteuse du compte-rendu exhaustif et fréquent, qui a freiné le développement de techniques plus légères (les enquêtes par sondage en particulier). Et pourtant la réflexion sur la statistique soviétique et socialiste ne manquait pas de hautes références intellectuelles, lesquelles ont laissé des héritages qui ont largement essaimé, depuis Kondratiev et Léontiev dans la Russie des années 1920 jusqu'au hongrois Kornaï, en passant par le prix Nobel Kantorovich.

La tension entre l'utilitarisme politique et gouvernemental à l'égard de l'information statistique et le positivisme des statisticiens soucieux de se protéger contre les intrusions n'était pas spécifique aux Etats socialistes. En ce domaine, comme en d'autres, le propre de ces Etats est sans doute d'être passé à la limite, face à des questions partagées avec les sociétés capitalistes. L'élaboration statistique est une activité qui n'est pas neutre en ce sens qu'elle ne peut classer et mesurer indépendamment des conventions, des représentations, des normes qui participent aux rapports sociaux d'une époque donnée. C'est là une dépendance sociale fondamentale de l'activité statistique, jusque dans les concepts et les méthodes qui ordonnent l'observation : une manipulation ou falsification directe des chiffres par les autorités politiques mérite toujours d'être dénoncée, mais le problème est autrement complexe lorsque les décisions politiques parviennent à agir sur la réalité sociale des représentations et des normes.

La distinction et la tension maîtrisées entre le cognitif et le politique sont nécessaires à un exercice sain de la connaissance statistique comme de la responsabilité politique. L'exploration nuancée, historique et épistémologique, de cette tension fait tout l'intérêt de l'ouvrage d'Alain Desrosières.

L'évolution cognitive du monde des statisticiens

L'ouvrage remplit une fonction fondamentalement utile. On ne sait pas assez, en effet, que les statisticiens, avant de chiffrer, commencent par classer et définir, ce qui conduit Alain Desrosières à retenir une acception plus riche de la « quantification » que de la « mesure » (je ne suis pas sûr que la terminologie soit idéale) : la mesure mesure ce qui est déjà mesurable, la quantification suppose la définition et la mise en œuvre de « conventions d'équivalence socialement admises » (donc discutables et discutées), préalables aux opérations de mesure. Qui ne considère que les tableaux et les indicateurs chiffrés ne voit qu'une matière « réifiée » : la statistique vivante est attentive aux opérations de classement et de définition

qui lui donnent vie. Il arrive que les statisticiens eux-mêmes l'oublient, lorsqu'ils cèdent à la fausse facilité d'un positivisme naïf (j'ai entendu il y a quelque temps un statisticien d'autorité asséner, à propos d'un domaine controversé : « nos chiffres sont bons ! »). La description ne se passe pas de conventions qui, reconnues et assumées, permettent une standardisation consciente de ses principes et de ses limites.

Dans la pratique des experts utilisateurs de statistiques, le respect d'un minimum épistémologique dans leur mode d'emploi ne va pas de soi : les économistes (y compris trop souvent ceux qui sont pourtant issus du système statistique), les financiers et...les logiciels prêts à l'emploi (comme le remarque judicieusement Alain Desrosières) font parler la statistique comme ils l'entendent : ils passent à la « mise en variable » en négligeant la « mise en nombre » ; ils s'intéressent trop peu aux « données » (terme trompeur en effet !) comme « objets cognitifs et sociaux » ; ils parlent le langage abstrait des variables mises en relation dans un but explicatif mais adoptent un positivisme naïf, comme si la mobilisation des dites données relevait d'une économie de cueillette indifférente à leur mode de production. L'articulation maîtrisée des démarches descriptive et explicative est rare et, lorsqu'elle est absente, c'est un handicap pour l'usage de la statistique comme « pièce argumentative ». Il est frappant de voir comment, dans la crise financière actuelle, les modèles sophistiqués d'évaluation des risques ont été démentis par des événements échappant à une version triviale de la loi des grands nombres (« normale » en l'occurrence) mobilisée par ces modèles : leur simplisme statistique était le pendant de leur complexité mathématique.

Alain Desrosières situe l'enjeu épistémologique du bon usage des statistiques dans le mouvement historique qui suscite rencontres et alliances entre des filiations distinctes : la convergence entre la quantification descriptive des faits sociaux et la théorie probabiliste des erreurs (venue de l'astronomie) donne, à partir du XIX^e siècle, un souffle nouveau à la rationalisation du travail statistique : le raisonnement fréquentiste instaure une raison statistique qui fait émerger les régularités macrosociales de la répétition des aléas élémentaires. Cette domestication du hasard est toujours conditionnelle et n'engendre pas un déterminisme parfait. Savoir repérer les indices singuliers, qui informent sur les déviations significatives, fait partie d'une bonne culture statistique, dont la connaissance pratique des ordres de grandeur, dans un champ donné, est une composante basique. Au début du XX^e siècle, le développement de la statistique mathématique, impulsée par les biométriciens anglo-saxons, personnages à plusieurs faces, donne une puissance analytique nouvelle à la

description statistique : la loi probabiliste d'une variable aléatoire s'applique à un espace homogène dont la définition rigoureuse s'appuie sur les outils formels de la topologie mathématique. Celle-ci théorise en quelque sorte les opérations empiriques de classement des statisticiens.

Mais la famille statistique n'est pas parfaitement unifiée : il y a des cousins distants, réticents à l'égard de certaines alliances, comme l'analyse des données « à la française », impulsée par Jean-Paul Benzecri et restée attentive à discerner des structures statistiques au sein des observations rassemblées, indépendamment de références probabilistes. Surtout, la famille statistique s'est diversifiée, avec la ramification des institutions et la puissance fournie par l'informatique: les spécialistes des enquêtes et sondages, les comptables nationaux, les sociologues quantitativistes, les macro- et micro-économètres, etc. sont autant de rameaux apparus dans les dernières décennies. L'apport des sociologues a été incontestable car la nature de leur discipline les a rendus certainement plus attentifs que les économistes à la manière dont les personnes forment leurs propres catégories de perception et aux effets de retour sur les catégories statistiques. On sent à quel point Alain Desrosières aime cette famille dans la diversité de sa généalogie et de sa descendance : c'est la sienne !

La morale de ce passage en revue de l'évolution cognitive du monde des statisticiens, c'est, si je résume sur un mode personnel et normatif l'apport d'Alain Desrosières, le besoin d'une conduite à la fois tolérante et rigoureuse : savoir dépasser les postures épistémologiques exclusives, qui peuvent avoir les préférences, pour de bonnes ou mauvaises raisons, de tel ou tel, qu'il s'agisse d'un réalisme métrologique ou d'un penchant relativiste. L'important est d'assumer le fait que les conventions qui fondent les constructions statistiques sont le plus souvent ancrées dans les réalités sociales et que, si elles sont en conséquence contestables, elles ne sont pas réductibles à des artifices. La conscience avertie des implications de ces conventions fondatrices pour l'élaboration technique des données facilite la mobilisation raisonnée de ces dernières par des protocoles méthodologiques de nature diverse, à dominante hypothético-déductive, inférentielle ou économétrique. La statistique, dans la diversité de ses sources et de ses usages, ne manque pas de plasticité pour être mobilisée par des protocoles divers, complémentaires ou concurrents. Sur un mode pluraliste, elle participe ainsi à une « co-construction de la pensée, de l'action et de la description ».

Le rapport au politique : un enjeu récurrent

Alain Desrosières trace la typologie des figures historiques de l'État, sous l'angle de ses relations avec l'activité statistique : l'État ingénieur, soucieux de l'administration des hommes et des choses (et dont l'État socialiste fut d'une certaine façon une dérivation extrême) ; l'État libéral, qui entend observer, pour mieux le garantir, le libre mouvement du commerce et des prix ; l'État providence, qui, commençant à émerger à la jointure des XIX^e et XX^e siècle sur la base sociale de la salarisation de masse, fait entrer le travail et sa protection dans le champ de l'observation statistique publique ; l'État keynésien, qui impulse le développement de la comptabilité nationale comme mesure cohérente des agrégats de production, de revenu et de demande qui nourrit la gestion macroéconomique ; l'État néolibéral, qui porte attention à l'efficacité de la gestion publique et des incitations qu'elle émet au travers de la mise sur pied de batteries pertinentes d'indicateurs.

Les systèmes nationaux contemporains d'information statistique articulent les apports de ces différentes strates historiques, qui se chevauchent plus qu'elles ne se succèdent. Au travers de cette histoire sédimentaire, la statistique participe à la maturation de l'État-Nation comme « espace cognitif commun, observé et décrit à travers des grilles cohérentes ». Elle fournit un « langage commun » appropriable par les acteurs sociaux, dont l'apport est à la fois procédural et substantiel. Ce langage contribue à l'émergence d'un « espace de négociation et de calcul ». La comptabilité nationale, belle synthèse des démarches métrologique (en mobilisant les gisements divers de mesures statistiques dans les différents domaines qu'elle entend couvrir) et comptable (la comptabilité privée normalisée en France par le Plan comptable général préparant le terrain à la Comptabilité nationale) fournit la matière d'une discussion rationalisée, quoique conflictuelle, de la formation et du partage des revenus. Elle permet le passage des théories métaphysiques ou spéculatives de la valeur à une définition et une mesure cohérente, fondée sur une axiomatique explicite, de la valeur ajoutée par l'activité économique : c'est pour cela qu'on ne se débarrassera pas aussi aisément du PIB, comme mesure de la richesse collectivement créée. Plus qu'à un rejet facile, il faudra procéder en pleine rigueur à l'actualisation de la conception de la valeur économique à laquelle incite en particulier la prise en compte du patrimoine environnemental et de son devenir

Le moment actuel est particulier : les systèmes modernes d'information statistique, organisés dans un cadre national, sont parvenus, du moins dans les grands pays développés, à une certaine maturité et à une certaine forme d'équilibre ; ils participent à des processus

d'harmonisation progressive, qui prolongent, aux échelles régionales et mondiale, la formation des espaces cognitifs communs ; ils s'étendent à de nouveaux champs d'observation et font preuve, non sans réticences ni difficultés, de capacités d'adaptation à des enjeux nouveaux. Mais, en même temps, ils apparaissent fortement déstabilisés (et les statisticiens professionnels souvent décontenancés) par les mutations de nos sociétés. Faut-il y voir un retour en force de la domination des « logiques marchandes », comme le suggère l'ouvrage ? Ce n'est, je pense, pas le seul facteur. Dans des sociétés où la puissance de l'informatique, l'accès généralisé à Internet, la diffusion accrue de la culture statistique aussi diversifient les sources et les usages de l'information quantifiée, la statistique publique est sommée de sortir de sa forteresse, de se montrer plus réactive aux interpellations des acteurs sociaux et de l'opinion publique, d'accepter une certaine concurrence intellectuelle avec des sources privées qui se développent : la validation de l'information statistique passe davantage par cette mise à l'épreuve publique et ne peut reposer uniquement sur la confiance, parfois un peu autiste, des statisticiens publics en la scientificité de leurs outils. Qu'il s'agisse de l'observation de la pauvreté, de l'emploi, du pouvoir d'achat, les manifestations de cette mise à l'épreuve ont été répétées ces dernières années. L'adaptation et l'ouverture de la statistique publique se font, mais dans une certaine douleur.

Alain Desrosières porte attention particulière à une dimension particulière de cette déstabilisation : la mise en avant des indicateurs statistiques comme outils d'évaluation normative inclus dans des procédures d'expérimentation et de *benchmarking*, dont l'État néolibéral est friand pour définir et appliquer des incitations adéquates sur les institutions et les personnes. C'est en effet un enjeu qui suscite des controverses méritées. D'un côté, la notion d'indicateur statistique est banale ou classique : c'est la partie émergée de l'iceberg que constitue un système d'information statistique, de bons indicateurs tirent leur force de leur enracinement dans un tel système cohérent et, comme le rappelle Alain Desrosières, les institutions statistiques ne manquent pas de critères techniques pour apprécier la qualité d'un indicateur; de l'autre côté, un indicateur qui devient indissociablement descriptif et normatif, en tant qu'« énoncé verbal portant sur la société », est pris dans des procédures politiques que le statisticien ne maîtrise plus guère et se coupe du système d'information dont il est issu : sa validation devient indéterminée et sujette aux fluctuations de l'opinion ou du pouvoir. Les « batteries d'indicateurs », si elles devaient s'imposer comme ersatz de systèmes d'information dûment organisés, ne seraient en effet pas une avancée.

Ces interrogations relèvent aujourd'hui d'un trouble bien plus général : la crise économique et financière que nous vivons est aussi une crise informationnelle. Même les analystes perspicaces des dérives financières au cours des dernières années (il y en a eu, dont il n'est pas difficile de retrouver les écrits) se sont trouvés démunis lorsqu'il aurait fallu disposer, en temps réel, d'indicateurs pertinents sur la précipitation de ces dérives. L'actuel directeur général de l'INSEE, le reconnaissait sans ambages : « Nous avons beaucoup de connaissances sur la sphère réelle mais moins sur les intermédiaires financiers. Une partie de ces informations ne se trouvait pas dans les statistiques ou les comptes. Elles étaient 'hors bilan' et rendaient difficile l'estimation du taux de levier des intermédiaires financiers et de leur fragilité »³. De fait, les bilans des banques sont devenus illisibles, la *fair value* oscille entre le dogmatisme de la valorisation court-termiste et l'opportunisme de l'adaptation circonstancielle. Ce n'est pas seulement affaire de mauvaise technique comptable, c'est une profonde confusion intellectuelle et existentielle sur la valeur économique et les droits attachés dans nos sociétés. La créativité de la comptabilité privée a pris le dessus sur la rigueur conceptuelle, certes plus conservatrice, de la comptabilité nationale, tandis que l'imagination des financiers a permis de faire passer la captation de rentes pour de la création de valeur. C'est bien ce trouble profond dont rend compte Alain Desrosières lorsqu'il écrit, dans le chapitre intitulé « Comment fabriquer un espace de commune mesure » qu'aujourd'hui « semblent entrer en concurrence plusieurs langages de réalité, eux-mêmes utilisés par des acteurs sociaux différents, et selon des modalités différentes d'un pays à l'autre ». Au delà de la technique comptable et statistique, c'est la cohésion de nos sociétés qui se trouve dangereusement menacée par ces forces informationnelles centrifuges.

Publié dans laviedesidees.fr, le 28 août 2009

© laviedesidees.fr

³ Jean-Philippe Cotis, interviewé dans *Les Echos* du 27 octobre 2008.